

## Humanités numériques et Seconde Guerre mondiale : bilan et perspectives

Florence Gillet

### Introduction

Les humanités numériques ont connu un essor important ces 15 dernières années, ouvrant de nouveaux champs de recherche dans de nombreuses disciplines et permettant de communiquer autrement les résultats des études scientifiques auprès du grand public. Non seulement les pratiques de recherche, d'édition, d'échange et de publication ont été largement modifiées mais les supports ont également changé et donc par la même occasion les modes de diffusion et de lecture. Apparues au milieu des années nonante mais connaissant une réelle progression depuis la fin des années 2000, les humanités numériques sont nées de l'idée de mettre les nouvelles technologies au service des sciences humaines. Connues d'abord sous le nom d'humanities computing puis de digital humanities, humanités numériques ou humanités digitales, ce concept parfois encore flou a pour ambition de proposer des outils permettant de structurer, d'analyser ou d'échanger des données produites dans le cadre de projets de numérisation ou de recherches scientifiques. Mais ce phénomène, en constante évolution, n'en est encore qu'à ses balbutiements. Il apparaît en outre comme souvent insaisissable car les publications scientifiques partagent avant tout les résultats des travaux de recherche et plus rarement les détails méthodologiques qui ont permis de les obtenir. De manière plus large, le concept d'humanités numériques intègre parfois aussi les solutions proposées pour accéder à des corpus d'archives numérisées ou visualiser, diffuser et partager les résultats des recherches académiques auprès du grand public. Sur base d'exemples pris tant en Belgique qu'à l'étranger, cet article a pour objectif d'apporter des éléments de réflexion au débat sur l'impact et les

possibilités offertes par les humanités numériques au sens large du terme dans le cadre de projets liés à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Nous en profiterons également pour dresser un bilan de leur impact sur l'historiographie belge en particulier et sur les pistes à envisager pour les années à venir. L'expérience du CegeSoma y occupera donc inévitablement une place centrale. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous avons identifié au moins deux types de projets : ceux à travers lesquels le numérique a influencé la recherche historique en initiant de nouvelles approches méthodologiques et ceux qui au contraire ont utilisé le numérique pour servir les grandes tendances historiographiques déjà existantes.

### Les nouvelles perspectives offertes par les humanités numériques à la recherche historique

#### La mise en ligne de grand corpus numérisés

La production de données à grande échelle, entre autres par le biais des projets de numérisation, est l'un des premiers éléments qui a conduit au développement des humanités numériques. Les institutions patrimoniales sont entrées dans l'ère du numérique au début des années nonante. Les avancées technologiques sur les scanners, les interfaces utilisateurs, les supports de stockage ou les connexions Internet leur ont alors offert de nouvelles opportunités dans la gestion et la diffusion de leurs collections. En 1997, le philosophe français Michel Serres compare déjà les bouleversements provoqués par l'ère de la numérisation à la rupture introduite par l'avènement de l'écriture ou l'invention de l'imprimerie. Selon lui, cette fracture a entraîné une refonte totale des valeurs et des modes de fonctionnement qui prévalaient jusqu'à présent, quels que soient les domaines concernés.<sup>1</sup> En 2003, dans l'introduction de son numéro spécial consacré à la problématique « Numérisation et Patrimoine », la revue « Document Numérique » évoque les attentes énormes suscitées par l'arri-

1. MICHEL ALBERGANTI, « Le virtuel est la chair même de l'homme. Interview de Michel Serres », *Le Monde*, 19 juin 2001.

vée du numérique dans les bibliothèques, musées et centres d'archives à la fin du siècle dernier et les déconvenues qui ont suivi: «La soudaineté de cette irruption était à l'égal de l'irrationalité des espoirs engendrés dans les lieux de conservation du patrimoine, dans la société en général. On allait numériser pour mieux conserver, numériser pour mettre le savoir et les connaissances à la disposition de tous, dématérialiser et compresser pour transmettre plus rapidement...La prise de conscience de cette révolution qui allait de pair avec la numérisation était patente mais, en même temps, on oubliait le coût et les difficultés (techniques) à surmonter»<sup>2</sup>. Enfin, Jacques Chaumier, dans son ouvrage «Document et numérisation» précise que «la banalisation de l'usage du document numérique remet beaucoup de choses en cause tant au niveau institutionnel, dans les domaines de l'édition ou des bibliothèques par exemple, qu'au niveau personnel dans les pratiques et les modes de travail de l'utilisateur».<sup>3</sup>

Il est intéressant de constater que de nombreuses plateformes qui ont émergé sur le Net, tant au niveau belge qu'international, se sont créées non pas autour d'une thématique chronologique ou d'un contenu spécifique mais bien autour d'un type de sources: les journaux, les photographies, les documents sonores, etc. Une approche qui repose directement sur la nature même des projets de numérisation et sur les exigences techniques à prendre en considération dans le choix des corpus à numériser. Réduire les manipulations pour le paramétrage des scanners et développer une base de données autour de standards descriptifs limités constituent en effet des critères de choix dans la sélection d'un corpus à numériser. Autre tendance: les portails thématiques qui offrent l'accès à des corpus d'archives numérisés en lien avec l'actualité mémorielle. Les projets mis en place ces dernières années autour des deux conflits mondiaux en sont un bel exemple. D'abord parce qu'il s'agit de thématiques capables de fédérer

plusieurs institutions autour d'un objectif commun et donc de mutualiser les moyens. Ensuite parce qu'il est plus facile de dégager des fonds lorsque ceux-ci peuvent être justifiés par une demande sociétale importante.

En remontant jusqu'au milieu des années nonante, il apparaît que les premières bibliothèques numériques qui ont vu le jour étaient avant tout axées sur la valorisation des archives photographiques. A cette époque, les chercheurs négligent encore trop souvent les nombreuses potentialités que recèlent ce type de sources. Mais les institutions y voient rapidement un moyen leur permettant de toucher un public plus large et accessoirement de leur assurer un retour sur investissement via des droits de diffusion et d'exploitation non négligeables. Le numérique représente alors un outil prometteur avec l'espoir que celui-ci décuple rapidement les possibilités de mise en valeur et de description des contenus iconographiques. En Belgique, le Centre d'Etude et de Documentation Guerre et Société contemporaine (CegeSoma) est l'un des premiers à investir dans la mise en ligne de ses collections photographiques avec pour objectif de les rendre accessibles le plus largement possible sous forme numérique ([www.cege-soma.be](http://www.cege-soma.be)). Aujourd'hui, plus de 300.000 images ont été numérisées et constituent une véritable mine d'or pour bon nombre de maisons d'édition, de journalistes et de réalisateurs qui travaillent sur la Seconde Guerre mondiale en Belgique. Le fonds principal est constitué de photographies provenant de l'agence de presse Siphos, active en Belgique entre 1930 et 1944, puis jugée pour faits de collaboration au lendemain de la guerre. Cette importante collection qui concerne à la fois la Belgique et l'étranger a progressivement été enrichie par de nouvelles acquisitions, telles que les photos d'Otto Kropf (sur la vie quotidienne en Belgique occupée), de Raphaël Algoet (sur la libération des camps en 1945), d'André Cauvin (notamment sur le Congo) et des images provenant de divers fonds

2. BERTRAND COLUASNON, JEANPIERRE DALBÉRA, ET HUBERT EMPTOZ, *Numérisation et patrimoine*, Lavoisier, 2003.

3. JACQUES CHAUMIER, *Document et Numérisation: Enjeux Techniques, Economiques, Culturels et Sociaux*, Paris, 2006.

privés concernant principalement la Première et la Seconde Guerres mondiales, ainsi que la colonisation belge et les années cinquante. En France, l'ECPAD (agence d'images de la défense) est l'un des principaux fournisseurs d'images relatives à la Seconde Guerre mondiale. Celle-ci conserve près de 500.000 clichés et 4000 films répartis en deux ensembles principaux : la collection « français et alliés » et la collection allemande. Un tiers des archives a été à ce jour numérisé mais celles-ci ne sont pas directement accessibles en ligne. Leur consultation se fait uniquement in situ en salle de lecture, entre autres pour des questions de droits d'auteur. Enfin, aux Pays-Bas, la banque d'images Beeldbank WO2 propose près de 150.000 archives photographiques provenant de diverses institutions parmi lesquelles les archives de la ville d'Amsterdam, le musée Anne Frank, le musée de l'Armée, le musée national de la libération, etc. Celles-ci peuvent être consultées et téléchargées gratuitement en ligne pour un usage personnel. Le projet est coordonné par le musée de la Résistance et le NIOD qui fut l'une des institutions pionnières à se lancer dans la numérisation de ses collections à la fin des années nonante.

La numérisation de grands ensembles de journaux est venue s'ajouter à celle des archives photographiques. Outre l'intérêt indiscutable des chercheurs et du grand public pour les sources journalistiques, le développement des nouvelles technologies a largement conditionné l'exploitation des projets consacrés à ce type de sources. L'amélioration de la qualité des images numériques obtenues par opération de scannage et le développement de logiciels fiables reposant sur la reconnaissance optique de caractères, ont en effet permis de démultiplier les capacités des moteurs de recherche grâce à la recherche full text dans les documents. La version numérique des journaux apporte ainsi une réelle valeur ajoutée au travail des chercheurs, non seulement en termes d'efficacité mais également en élargissant les opportunités de thématiques à explorer. Le traitement automatique et statistique de données textuelles multiplie par ailleurs les pistes de collaborations interdisciplinaires avec des statisti-

ciens, linguistes, sociologues, informaticiens, spécialistes d'analyse du discours, de fouille de textes ou de lexicographie.

La Bibliothèque du Congrès est l'une des premières à proposer l'accès à des journaux numérisés sur sa plateforme « American Memory » ([memory.loc.gov](http://memory.loc.gov)), un projet qui a pour ambition d'illustrer l'histoire et la culture des Etats-Unis en numérisant à la fois des livres, des périodiques, des brochures, des affiches, des enregistrements sonores et des photographies. Celle-ci donne accès dès les années nonante aux publications réalisées par les prisonniers dans les camps d'internement nippon-américains pendant la Seconde Guerre mondiale. Ces documents, qui offrent un aperçu unique de la vie quotidienne des personnes détenues dans les camps, comprennent des articles rédigés à la fois en anglais et en japonais, dactylographiés, manuscrits ou imprimés. Aux Pays-Bas, la Bibliothèque royale lance avec plusieurs partenaires universitaires et institutionnels la plateforme Delpher ([www.delpher.nl/nl/kranten](http://www.delpher.nl/nl/kranten)). Aujourd'hui, celle-ci permet d'accéder à près d'un million et demi de journaux et quatre millions et demi de périodiques dont un certain nombre édité pendant la période 1940-1945. En Belgique, la plateforme War Press ([www.warpress.cegesoma.be](http://www.warpress.cegesoma.be)) permet la consultation de la presse censurée et clandestine des deux guerres mondiales. Réalisée dans le cadre de la première phase du programme de numérisation de la Politique Scientifique fédérale belge, le site met en ligne plusieurs dizaines de titres de journaux conservés dans différentes institutions en Belgique francophone et néerlandophone. Actuellement seules les collections 14-18 ainsi que la presse clandestine Seconde Guerre mondiale sont directement accessibles en ligne. La presse censurée 1940-1945 doit être consultée dans la salle de lecture du CegeSoma.

### **L'utilisation des outils de distance reading et le développement des plateformes collaboratives**

Confrontés à un déluge d'informations, provoqué par la numérisation de masse mais également par

la possibilité d'avoir désormais accès à des corpus de sources conservés à des milliers de kilomètres, les scientifiques se sont vus encouragés à sortir de leur zone de confort pour affronter de nouveaux challenges méthodologiques. Le projet MADDLAIN, mené par les Archives de l'Etat et le CegeSoma entre 2015 et 2017, s'est intéressé à la question de l'utilisation des outils numériques par les chercheurs en sciences humaines en interrogeant plusieurs acteurs de terrain. Il en est ressorti que, malgré un intérêt bien réel pour les outils d'analyse quantitative, d'exploration textuelle ou de reconnaissance visuelle, un grand nombre d'historiens se montrent encore frileux quand il s'agit de mettre en pratique l'utilisation des nouvelles technologies, certains chercheurs s'interrogeant entre autres sur le caractère réellement novateur des questions de recherche qui pourraient émerger de leur utilisation. Que l'on parle de données structurées ou non structurées, il existe pourtant de plus en plus d'outils permettant d'automatiser l'analyse de contenus en détectant des formes graphiques ou des chaînes de caractères. S'inscrivant dans la mouvance du concept de « distance reading » (le fait d'aborder des données en tant que large ensemble hétérogène et de les traiter à distance) introduit en 2005 par Franco Moretti en opposition à l'approche traditionnelle de « close reading » (consistant à lire de manière précise un court extrait et d'en maîtriser chaque aspect), ceux-ci ouvrent la voie à la découverte automatisée de grandes tendances sur la base d'une approche statistique. L'utilisation par les historiens d'autres outils tels que Tropy, Zotero, Mendeley, Latex ou Trello qui permettent d'assurer le référencement des sources, d'annoter des documents numérisés ou de gérer des projets de recherche (pour ne citer que certains d'entre eux) reste également marginale. De nombreux chercheurs redoutent entre autres la perte de contexte induite par les processus de numérisation, certaines bases de données se limitant à présenter les sources numérisées de manière individuelle sans forcément les relier entre elles alors qu'elles proviennent d'un même dossier ou d'un même fonds d'archives. Quand elle se présente, cette situation est souvent le résultat de systèmes

conçus avec peu de moyens ou devenus obsolètes mais elle peut avoir des conséquences importantes sur le plan scientifique. Or, pour les historiens, la nécessité de pouvoir contextualiser un document constitue l'un des fondements essentiels de leur méthodologie de travail. Enfin, un nombre plus limité de scientifiques se méfient du Web qu'ils voient comme la courroie de transmission d'un discours historique amateur, polémiste ou fallacieux, dépréciant le travail légitime réalisé dans les universités ou les instituts de recherche. Il est intéressant de noter que, pour ceux qui défient leurs à priori et finissent par trouver des avantages à introduire les outils numériques dans leur méthodologie de travail, rares sont ceux qui partagent leur expérience à travers la présentation de leurs résultats de recherche ou sur des blogs dédiés à la question.

Avec le développement du numérique, sont également apparus de nouveaux outils de communication et de partage d'informations à distance. Ceux-ci ont contribué à faire évoluer non seulement les relations entre chercheurs mais également la façon de définir une question de recherche. Grâce aux nouvelles technologies, les projets de recherche en réseaux se sont en effet multipliés, dans une perspective internationale et/ou interdisciplinaire. Les initiatives affichant un volet « humanités numériques » se sont vues également encouragées par les programmes de financements nationaux et internationaux. Avec des conséquences parfois non négligeables sur le financement de projets issus de disciplines traditionnelles puisque les montants disponibles de manière globale n'ont pas été augmentés parallèlement. Néanmoins, force est de constater aujourd'hui que les résultats obtenus sont rarement à la hauteur des ambitions de départ. Alors que leur conception initiale part le plus souvent d'un besoin exprimé par les institutions sur le terrain, la recherche a tendance à prendre le dessus sur les enjeux opérationnels en négligeant parfois la production d'output pouvant servir directement les bibliothèques et centres d'archives (tels que des outils de recherche, des instances linked data, etc.). En outre, de nombreuses ressources ont été consacrées au déve-

loppement de technologies déjà partiellement ou totalement développées ailleurs, provoquant de ce fait un cloisonnement important entre les différents projets par manque d'interopérabilité et à cause d'une dispersion considérable des efforts. Pour améliorer la situation, de nombreux consortiums et réseaux ont été mis sur pied, visant à renforcer la standardisation et la mutualisation des compétences et des ressources. C'est le cas par exemple du réseau Dariah ([www.dariah.eu](http://www.dariah.eu)). Néanmoins, si ceux-ci ont permis de tisser des liens entre les différents opérateurs et de créer du dialogue au sein de la communauté des humanités numériques, il est parfois difficile de s'y retrouver parmi les nombreuses initiatives qui cohabitent aujourd'hui. Par ailleurs, malgré les nombreuses infrastructures de recherche conçues pour faciliter le travail des scientifiques, leur utilisation par le monde académique reste globalement limitée. Enfin, la forte culture conservatrice en sciences humaines, où le travail collaboratif n'est pas la norme, explique également la réticence à adopter les nouveaux outils collaboratifs.

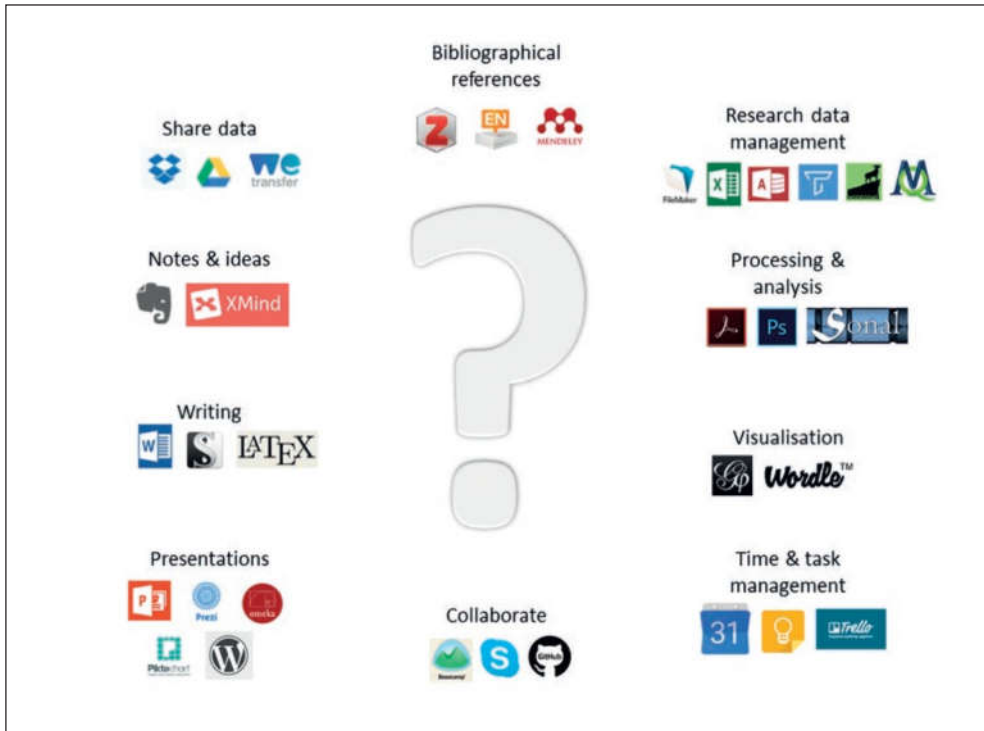
Les projets de recherche liés à la Seconde Guerre mondiale qui ont mis à profit les outils de distance reading et développé de réelles plateformes collaboratives sont en réalité très peu nombreux ou, à minima, très peu connus. Au niveau européen, la plateforme EHRI ([www.ehri-project.eu/](http://www.ehri-project.eu/)) constitue sans aucun doute l'une des plus grandes réussites d'environnement de recherche virtuel mis à disposition des chercheurs qui souhaitent travailler sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Consacrée à la thématique de l'Holocauste, celle-ci offre non seulement un catalogue collaboratif qui référence les fonds d'archives de plus de 2000 institutions réparties dans 53 pays mais elle propose également de nombreux autres outils : des cours en ligne sur l'Holocauste, des guides de recherche et un blog faisant l'analyse de nombreux documents d'archives. Ce portail est d'autant plus essentiel qu'une grande partie des sources concernant l'Holocauste ont été détruites par les dirigeants nazis et les collaborateurs à la fin de la guerre et que l'autre partie a été dispersée aux quatre coins du monde suite à l'émigration de

nombreux survivants à la fin du conflit. Les outils d'analyse visuelle ou textuelle y sont néanmoins totalement absents.

### Les projets de Crowdsourcing

Le crowdsourcing (ou production participative de contenu) et la gamification (utilisation de mécanismes de jeu pour susciter l'intérêt d'utilisateurs cibles) sont des techniques de plus en plus utilisées par les institutions patrimoniales pour toucher d'autres publics que ceux qui leurs sont généralement attachés et pour tenter de pallier le manque d'informations sur certaines parties de leurs collections. L'objectif est entre autres de rendre les utilisateurs des collections pleinement acteurs de leur gestion. En procédant de la sorte, les bibliothèques, musées et centres d'archives espèrent non seulement conscientiser leurs publics aux enjeux de la création de métadonnées descriptives mais également dépoussiérer les documents d'archives traditionnellement boudés par les tranches les plus jeunes de la population. L'engagement de l'audience étant un facteur de réussite essentiel pour la validation et la collecte des métadonnées, les groupes cibles et la façon de les attirer doivent être préalablement définis avec précision. Le succès d'un projet de crowdsourcing est en effet intimement lié au niveau d'activité de la communauté d'utilisateurs. Ceux-ci peuvent être motivés soit parce qu'ils se sentent appartenir à une communauté, soit parce qu'ils détiennent un savoir à partager. L'altruisme, le plaisir et la compétition sont également des éléments à prendre en compte, le dernier ayant un impact non négligeable lorsqu'une stratégie de gamification est mise en place.

Les nombreuses commémorations en lien avec les deux guerres mondiales qui ont eu lieu ces dernières années ont été l'occasion de voir émerger plusieurs projets de crowdsourcing. « Photos Normandie » ([www.flickr.com/people/photosnormandie/](http://www.flickr.com/people/photosnormandie/)) est l'une des initiatives phares de cette dernière décennie. Il s'agit d'un travail collaboratif portant sur plus de 3000 photos historiques de la bataille de Normandie. Initié par Patrick Peccatte, chercheur associé au sein du laboratoire d'histoire



*Panorama d'outils numériques disponibles pour les chercheurs.*

visuelle contemporaine de l'École des Hautes études en sciences sociales (Lhivic/EHESS), le projet est hébergé sur la plateforme Flickr. La plupart des photos concernées sont libres de droits et proviennent du site Archives Normandie 1939-1945 réalisé par le Conseil Régional de Basse-Normandie en 2004 pour le soixantième anniversaire du Débarquement. Depuis le 29 janvier 2007, plus de 7800 descriptions de photos ont ainsi pu être complétées et corrigées. Photos Normandie a par ailleurs obtenu une Mention Honorable dans la catégorie Best use of crowdsourcing for description du Best Archives on the Web Awards for 2010.

Autre projet qui a remporté un franc succès : le site collaboratif de l'American Air Museum ([www.americanairmuseum.com](http://www.americanairmuseum.com)) qui fait partie de l'Imperial War Museum de Duxford en Angleterre. L'objectif du site ? Identifier et retrouver les histoires des soldats et civils qui se sont engagés auprès de l'US Army Forces durant la Seconde Guerre Mondiale. Le projet s'appuie sur une collection de 5000 photographies extraites du fonds de l'historien de l'aviation Roger Freeman. Le projet Ugesco ([www.ugesco.be](http://www.ugesco.be)) auquel participe le CegeSoma s'inscrit dans cette mouvance de création collaborative de contenu. Coordonné par le département ELIS de l'Université de Gand, avec la participation du CegeSoma, du département STIC de l'ULB, de la Faculté des Lettres de la KULeuven et du département de géographie de l'Université de Gand, le projet a abouti au développement d'une plateforme permettant d'enrichir les métadonnées spatio-temporelles de corpus d'archives photographiques grâce à des techniques de reconnaissances visuelles et textuelles. Celles-ci comprennent entre autres un module de crowdsourcing et de gamification destiné à valider les données produites automatiquement. Les images utilisées comme test case ont été tirées des collections photographiques du CegeSoma.

### L'ère de l'Open Data

Le principe de l'Open Data (ou données ouvertes) vise à mettre à disposition des données publiques ou privées libres de droits et respectueuses de la législation en matière de protection des données

à caractère personnel. Le développement des nouvelles technologies et la défense d'une plus grande transparence dans la gestion de l'information gérée et produite par les instances publiques ont poussé de nombreux Etats à mettre en place des stratégies d'Open Data. Si les chercheurs sont encore largement réticents à mettre à disposition leurs propres données de recherche, nombreux sont ceux qui réclament de pouvoir accéder à des sets de données produits par des institutions publiques ou privées afin de pouvoir les utiliser comme matière à analyser. Une directive européenne datant de 2003 encadre la mise à disposition de données ouvertes produites par les instances publiques. En Belgique, le gouvernement fédéral a défini une stratégie Open Data visant à stimuler la réutilisation des données et éliminer les obstacles, notamment après avoir calculé qu'un bénéfice net de 900.000 millions d'euros pouvait être dégagé en avançant dans cette voie.

De nombreux projets de recherche ont montré aujourd'hui que la mise à disposition de données dans un format adéquat permet d'encourager les collaborations et la créativité des chercheurs pour le développement de nouveaux outils. Ainsi, en mettant à disposition de la Fondation Bruno Kessler un jeu de données sur les victimes italiennes de la Shoah, le centre de documentation juive contemporaine (CDEC) à Milan a permis le développement d'un outil retraçant les mouvements à travers le monde de ces mêmes victimes. Le portail finnois [www.sotasampo.fi](http://www.sotasampo.fi) développé par plusieurs partenaires académiques rassemble différents sets de données ouvertes relatives à la Seconde Guerre mondiale afin de les mettre à disposition des chercheurs pour étudier l'histoire de la Seconde Guerre mondiale notamment sous l'angle de l'histoire des individus. L'objectif étant de pouvoir lier entre elles un maximum d'informations provenant de sources diverses et variées. Le 15 novembre 2018, la ville de Paris décide également que l'Open data devient la règle pour ses collections publiques. Cela comprend entre autres la mise à disposition gratuite sur Internet des reproductions numériques de l'ensemble de son fonds d'archives photographiques sous une

licence garantissant leur libre accès en haute définition et leur réutilisation par tous sans restriction technique, juridique ou financière. Le projet est en cours de réalisation. La ville de La Rochelle s'inscrit elle aussi dans cette mouvance en mettant à disposition de nombreux sets de données dont deux concernent en particulier la Seconde Guerre mondiale: le listing des emplacements des nombreux blockhaus construits sur le littoral dans le contexte du mur de l'Atlantique et des fossés antichar autour de La Rochelle. Aux Pays-Bas, le NIOD lance un portail pour faciliter l'accès aux données ouvertes relatives à la Seconde Guerre mondiale: [opendata.oorlogsbronnen.nl](http://opendata.oorlogsbronnen.nl). Celui-ci propose à ce jour 83 jeux de données disponibles dans différents formats et sous des types de licences variés.

### **Atouts et limites des humanités numériques pour répondre aux besoins des grandes tendances historiographiques**

#### **La Seconde Guerre mondiale, une histoire d'individus**

Alors que les humanités numériques au sens strict du terme encouragent le développement de la macro-histoire, leur définition plus large englobe des outils variés largement utilisés dans le cadre de projets d'histoire locale ou individuelle. En effet, depuis le début des années quatre-vingt, les thématiques privilégiées en matière de recherche sur la Seconde Guerre mondiale ont opéré un glissement d'une histoire politique et institutionnelle collective vers une histoire d'individus aux parcours personnels souvent hétérogènes, donnant ainsi du relief à une Histoire jusque-là relativement formatée. Ce terrain privilégié a notamment contribué à l'émergence de l'histoire orale comme discipline à part entière et les commémorations autour du quarantième et cinquantième anniversaires du conflit ont mené au développement de plusieurs récoltes de témoignages oraux. Des émissions comme *Jours de Guerre* sur la RTBF ou *De Nieuwe Orde* sur la BRT ont été notamment l'occasion d'immortaliser les souvenirs de nombreux acteurs du conflit avant leur dispari-

tion. Plus récemment, des projets de recherche sur les enfants de guerre (Gerlinda Swillen), sur le travail des femmes dans l'industrie de guerre allemande en Belgique (Hannelore Vandebroek) ou sur la transmission mémorielle au sein des familles de résistants et de collaborateurs (Transmemo) s'inscrivent également dans cette mouvance.

L'histoire orale est l'une des nombreuses disciplines qui a largement profité des progrès technologiques de ces dernières années, notamment grâce à la numérisation et à la mise en ligne de corpus de témoignages oraux. Le CegeSoma est l'un des premiers à montrer l'exemple en numérisant au début des années 2000 les interviews réalisées par les chercheurs du centre depuis sa création en 1969. Au total, près de 1800 témoignages d'anciens résistants, collaborateurs et autres témoins de la Seconde Guerre mondiale sont désormais accessibles. Autre exemple: le projet [www.thememoryproject.com](http://www.thememoryproject.com). La plateforme canadienne met à disposition plus de 2800 témoignages de vétérans de la Première et de la Seconde Guerres mondiales, de la guerre de Corée et des missions de maintien de la paix. Ceux-ci ont été réalisés par un collectif de bénévoles qui parcourt le pays pour faire partager l'expérience des militaires avec les écoles et le monde associatif. Le site « Forced Labor 1939-1945. Memory and History » ([www.zwangsarbeit-archiv.de](http://www.zwangsarbeit-archiv.de)) propose quant à lui plusieurs types de contenus: interviews, informations historiques de base, entretiens avec des experts, matériel pédagogique, etc. Celui-ci est le fruit d'un partenariat entre la fondation "Erinnerung, Verantwortung und Zukunft" (Souvenir, responsabilité et avenir), l'Université libre de Berlin, le Musée d'Histoire de l'Allemagne, les Archives fédérales allemandes et le Service International de Recherches. Y sont repris les témoignages de plus de 600 anciens travailleurs forcés provenant de 26 pays différents. Ces entretiens sont consultables dans un catalogue en ligne comprenant une carte interactive avec différents points d'accès: nom de l'interviewé, lieu d'origine, lieu d'internement, langue de l'entretien, etc. Aux Pays-Bas, le NIOD est également à l'initiative du site Web [www.getuigenverhalen.nl](http://www.getuigenverhalen.nl) qui propose des interviews de témoins sur diverses



thématiques liées à la Seconde Guerre mondiale : les camps, le national-socialisme, les Indes néerlandaises, la vie quotidienne, etc. Enfin, plusieurs sites web relèvent également d'initiatives privées, en particulier dans le monde anglo-saxon. A l'image du site [www.heroesofthesecondworldwar.org](http://www.heroesofthesecondworldwar.org) lancé par un jeune Américain qui a récolté et mis en ligne plusieurs dizaines d'interviews d'vétérans.

Parallèlement à la mise en ligne de témoignages, certains centres d'archives ont mis sur pied des projets ayant pour objectif d'encourager les particuliers à partager leurs archives personnelles. C'est le cas du CegeSoma qui, depuis plusieurs années, a constitué une collection virtuelle d'archives photographiques en permettant aux familles qui ne souhaitent pas se séparer de documents ayant une valeur symbolique forte, d'en déposer une copie numérique tout en conservant les originaux. Avec la possibilité à terme que ceux-ci fassent l'objet d'un don si aucun descendant ne souhaite prendre le relais. Des plateformes participatives ont également vu le jour dans cette optique. Ainsi, le portail [www.notrehistoire.ch](http://www.notrehistoire.ch) lancé en 2009 par la Radio Télévision Suisse et la Fondation pour la sauvegarde du patrimoine audiovisuel de la RTS (FONSART), permet aux particuliers de publier des documents de famille sur différentes thématiques dont la Seconde Guerre mondiale. Depuis 2017, des projets similaires ont été développés en Suisse italienne et dans les Grisons.

Enfin, plusieurs projets de recherche ont également permis de donner une voie aux témoins de la Seconde Guerre mondiale. « Tell all Hello. A web communication during WWII » est un exemple parmi d'autres. Gregory Fiorina, chercheur en humanités numériques à l'Université américaine de Gonzaga, propose de retracer les échanges épistolaires entre un professeur et 300 de ses anciens élèves enrôlés comme militaires pendant la Seconde Guerre mondiale en Europe,

en Afrique et dans le Pacifique. Ces lettres, soumises à une censure militaire importante, font fi des éléments stratégiques liés aux combats pour laisser la part belle à la description de leur vie quotidienne, de leurs joies et de leurs peurs. Le site développé propose une géolocalisation des différents correspondants ainsi que l'accès direct aux sources numérisées. Autre exemple : depuis 2018, la direction des patrimoines, de la mémoire et des archives du ministère des Armées français a mis en ligne une base de données<sup>4</sup> permettant d'accéder aux informations reprises dans les dossiers individuels des résistants constitués au lendemain du conflit pour appuyer les demandes de reconnaissance. Le projet [www.memoires-de-guerre.fr](http://www.memoires-de-guerre.fr) de l'Université de Caen Basse-Normandie, le site canadien [www.leprojetmemoire.org](http://www.leprojetmemoire.org) ou encore les « Destins de Guerre » proposés par le site [www.belgiumwwII.be](http://www.belgiumwwII.be) s'inscrivent également dans cette mouvance.

### L'histoire publique numérique

Dans le contexte de la démocratisation du savoir et de l'information, de plus en plus de professionnels de l'Histoire ont pris conscience de l'intérêt qu'il y avait à rapprocher la sphère académique du grand public en diffusant plus largement les résultats du travail réalisé par les chercheurs. En Belgique, ce phénomène a souvent pris le nom d'« histoire publique ». Plusieurs institutions ont créé des départements spécifiques sous cette appellation et des formations universitaires ont vu le jour. Les progrès informatiques ont joué un rôle important dans cette nouvelle approche, et en particulier le développement du Web puisque celui-ci a permis d'envisager la diffusion de contenus à grande échelle sur un large territoire. Si les expositions dans des lieux matérialisables et la publication d'ouvrages imprimés constituent toujours des supports de transmission privilégiés, d'autres formes de partage d'information ont vu le jour. Les outils de recherche, de communication (en particulier les réseaux sociaux) ou de visualisation ont

4. <http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/article.php?larub=265&titre=titres-homologations-et-services-pour-faits-de-resistance>

notamment permis de présenter le savoir sous des formes plus ludiques et de développer la relation entre les institutions et leur public, invitant celui-ci à davantage de proactivité.

L'un des modèles qui s'est fortement développé ces dernières années est celui de l'encyclopédie virtuelle. L'objectif est de dépoussiérer les vieux dictionnaires référentiels de savoir historique en imaginant des modes de communication plus adaptés aux jeunes générations. L'encyclopédie virtuelle mise en ligne en septembre 2017 par le CegeSoma ([www.belgiumwwii.be](http://www.belgiumwwii.be)) est emblématique de cette nouvelle tendance. Financé par la Politique scientifique fédérale belge dans le cadre du programme Brain, l'outil se décline principalement en français et en néerlandais. Son ambition est d'offrir à un public varié (étudiants, enseignants, citoyens lambda, journalistes, historiens, etc.) des notices de référence sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique. Appelée à se développer progressivement, le contenu de la plateforme se concentre principalement aujourd'hui sur les questions de collaboration et de répression, sur la justice en temps de guerre et sur les mouvements de résistance. Différents angles d'approche sont proposés : des notices encyclopédiques, des destins de guerre, des expositions virtuelles, des synthèses thématiques. Holocaust Encyclopedia ([encyclopedia.ushmm.org](http://encyclopedia.ushmm.org)) propose un concept similaire. Décliné dans 16 langues différentes dont le Français, la plateforme est développée par le musée américain de la mémoire de l'Holocauste situé à Washington. Outre différents articles thématiques, le visiteur peut choisir d'explorer le contenu via des cartes d'identité qui nous renvoient à des parcours personnels, des photographies ou des mots-clés.

Le développement des supports mobiles comme les téléphones portables et les tablettes a permis d'envisager des outils créatifs ludiques et pédagogiques pour entraîner le public dans les différentes réalités de la Seconde Guerre mondiale. Diverses applications ont ainsi été créées. « Voyage en résistance » ([www.voyagesenresistances.fr](http://www.voyagesenresistances.fr)) est sans doute l'une de celles les plus complètes. Dévelop-

pée à partir de 2012, celle-ci offre aujourd'hui une version revue et corrigée. Initiée par une maison de production française privée et soutenue par de nombreux partenaires parmi lesquels le Ministère de la Défense, le Ministère de l'Éducation nationale et la ville de Lyon, l'application n'est disponible qu'en France. Elle est essentiellement destinée aux enseignants du secondaire et à leurs élèves. Grâce à l'outil proposé, les jeunes peuvent réaliser des missions en tant qu'agents de liaison en suivant les messages quotidiens de la BBC, en transportant des journaux clandestins ou en évitant les arrestations. Ils peuvent organiser et gérer leur propre réseau en recrutant de nouveaux membres, en organisant le parachutage de matériel et des liaisons avec Londres. Ils peuvent enfin découvrir des archives historiques sur la thématique de la résistance ou plus largement sur le conflit 1939-1945, les partager et les commenter avec leurs camarades ou leur professeur. Le secteur du tourisme lié à la Seconde Guerre mondiale a également bénéficié du développement de nouvelles applications mobiles. L'une des plus utilisées est celle proposée par la fondation « Liberation route Europe ». Partant d'une géolocalisation du téléphone portable, elle offre aux touristes visitant les principales régions parcourues par les forces alliées occidentales (Royaume-Uni, Normandie, Ardennes belges, province du Brabant, Zeeland, Limburg, Gelderland, forêt de Hürtgen ou encore Berlin) des itinéraires autour des principaux lieux consacrés à l'histoire du conflit (musées, mémoriaux, routes, notices historiques). Un site web très complet permet par ailleurs de préparer son voyage ([liberationroute.fr/](http://liberationroute.fr/)).

Autre outil éducatif très utilisé : les sites web, pages Facebook et comptes Instagram permettant de suivre le parcours d'un enfant ou d'un adolescent pendant la guerre. Celui développé par le mémorial de Caen dans le cadre des commémorations de 2015 a remporté un franc succès. Entre janvier et décembre 2015, Suzon, une petite fille de 9 ans, a partagé son quotidien via une page Facebook et un site très complet ([www.journal-suzon.fr](http://www.journal-suzon.fr)) abordant de multiples questions liées à des pré-occupations très concrètes (s'habiller, se nourrir,

# ARTICLES

 <p>ARTICLE AMNISTIE Chantal Beersdort</p>	 <p>ARTICLE ABWEHR Stienne Verbeuren</p>
 <p>ARTICLE ACCOMMODATION Hans Wouters</p>	 <p>ARTICLE ADMINISTRATION CIVILE ALLEMANDE (ZIVILVERWALTUNG) Stienne Verbeuren</p>
 <p>ARTICLE ADMINISTRATION LOCALE BELGE Hans Wouters</p>	 <p>ARTICLE ADMINISTRATION MILITAIRE ALLEMANDE (MILITÄRVERWALTUNG) Stienne Verbeuren</p>
 <p>ARTICLE "AFFRANCHIS" Alexis Collignon</p>	 <p>ARTICLE LA PEINE DE MOR AIDE À L'ENNEMI Fabrice Martens</p>
 <p>ARTICLE ALGEMENE-SS VLAANDEREN Stienne Verbeuren</p>	 <p>ARTICLE AMENDE PÉNALE - RÉPRESSION Koen Aerts</p>

Liste de notices encyclopédiques du site [www.belgiumwwii.be](http://www.belgiumwwii.be).

se déplacer, aller à l'école) ou des thématiques plus larges comme la défaite de la France, l'occupation, le débarquement et la Libération. Ce personnage de fiction fait suite aux aventures de Louis Castel, un soldat français engagé dans l'armée américaine, dont la page Facebook avait été suivie par près de 27.000 personnes en 2014. L'histoire d'Evert, un adolescent qui vit aux Pays-Bas et part à la recherche de son frère à la Libération, s'inscrit dans cette même mouvance ([www.evert45.com](http://www.evert45.com)). Suivi par plusieurs milliers d'abonnés sur Instagram en 2017, le projet a permis d'aborder plusieurs aspects du conflit à travers la quête du jeune homme par l'intermédiaire de postes quotidiens sur son parcours. Le projet doit son existence à une collaboration entre l'opérateur mobile hollandais KPN, le Comité national des 4 et 5 mai ainsi que le musée de la résistance.

Enfin, les médias se sont eux aussi emparés des outils numériques pour aborder de manière décalée les grands événements historiques. Le web documentaire « Si je reviens un jour » produit par france24 (<http://webdoc.france24.com/si-je-reviens-un-jour-louise-pikovsky>) et réalisé par la journaliste Stéphanie Trouillard en est un bel exemple. Lauréat du prix Philippe Chaffanjon qui récompense les meilleures productions multimédias françaises, celui-ci raconte le destin d'une jeune lycéenne, Louise Pikovsky, à travers sa correspondance avec sa professeure de lettres avant d'être déportée à Auschwitz. Autre initiative inédite: la BD documentaire interactive « Anne Frank au pays du Manga » ([annefrank.arte.tv/fr/](http://annefrank.arte.tv/fr/)) qui explore les représentations du passé dans la société japonaise à travers la figure de la petite fille cachée pendant la Seconde Guerre mondiale. Le projet mêle plusieurs types de médias: dessins, photographies, sons et vidéos. Dernier projet épingle: la plateforme « Les Résistances » ([lesresistances.fr](http://lesresistances.fr)) produite par France 3 qui propose de revenir sur l'histoire d'hommes et de femmes ayant contribué à défendre leur région contre l'occupant et participé à la libération du pays grâce à leurs actes héroïques. Le site offre plusieurs vidéos, des documents d'archives et des dossiers pédagogiques sur 8 régions différentes avec en tout plus de 250 témoignages.

### **Les humanités numériques et l'historiographie belge sur la Seconde Guerre mondiale: quelles pistes pour demain ?**

Après ce panorama général sur les différentes initiatives mises en place ces dernières années dans le domaine des humanités numériques et de la Seconde Guerre mondiale, arrêtons-nous un instant sur les perspectives en matière d'historiographie belge. A l'heure actuelle, force est de constater que peu d'historiens ont été réellement séduits par l'utilisation des nouvelles technologies. Si le phénomène ne concerne pas seulement la Belgique, celui-ci est sans doute amplifié chez nous par le fait que la plupart des historiens qui s'intéressent à la période de guerre dans notre pays étudient l'histoire nationale pour laquelle la majorité des sources se trouvent à distance raisonnable et ne nécessite donc pas réellement de passer par un accès en ligne à des corpus numérisés. Mais cette réalité géographique est loin d'être la seule raison. Le développement de l'histoire individuelle dans l'historiographie liée à la Seconde guerre mondiale, dont les pratiques méthodologiques se situent en dehors de la perspective macro-historique proposée par un grand nombre d'outils numériques, n'encourage pas non plus l'utilisation des nouvelles technologies. Par ailleurs, les différents éléments de frilosité liés à la nature même de l'outil numérique considéré soit comme peu fiable soit comme inaccessible et le manque d'accompagnement sur ce terrain inconfortable, contribuent également au désintérêt général des historiens belges pour le numérique. Or, la rencontre entre le monde de la recherche et celui des humanités numériques exige non seulement la mise en place de collaborations fortes impliquant une écoute réelle des besoins et attentes des différents protagonistes mais également la formation des chercheurs à l'utilisation des nouvelles technologies. Ce type de projets ne peut par ailleurs voir le jour qu'à deux conditions: l'accès à des données numériques de qualité et la mise à disposition de budgets suffisamment conséquents. Outre les chercheurs, cela implique donc d'emblée la participation active de deux autres acteurs clés: les institutions patrimoniales et les autorités publiques.

L'accès à des données de qualité constitue en effet l'une des pierres d'achoppement de tout projet en humanités numériques. En d'autres mots, il s'agit de mettre à disposition des chercheurs des données correctes (dont le contenu a été vérifié), normalisées (qui respectent les standards utilisés au niveau international) et interopérables (de manière à pouvoir les échanger facilement). Mettre en place une réelle stratégie de gestion des données numériques à l'échelle d'une institution patrimoniale, peu importe sa taille, c'est non seulement assurer la pérennité de celles-ci mais également rendre possible leur export vers d'autres institutions sœurs et leur utilisation par de multiples acteurs. Ces dispositions valent tant pour les métadonnées que pour les fichiers numériques. Par ailleurs, l'un des principaux enseignements de l'enquête menée dans le cadre du projet MADDLAIN en 2016, réside dans la volonté des chercheurs de pouvoir bénéficier d'un meilleur accès aux collections. En effet, si ceux-ci semblent avoir recours à de nombreuses stratégies (en ligne ou plus traditionnelles) pour accéder aux informations dont ils ont besoin, ils ne voient pas toujours l'intérêt d'utiliser de grandes plateformes collaboratives ni des outils d'analyse pointus tant en termes de pertinence pour leur question de recherche qu'en termes de productivité. Plus précisément, ce ne sont pas les sources numérisées en elles-mêmes qui les intéressent mais bien les instruments de recherche qui permettent d'y accéder. Confrontés à un nombre croissant de tâches administratives ou d'enseignement, la gestion du temps s'avère en effet pour eux un défi majeur dans leurs pratiques de travail. Ils souhaitent donc pouvoir maximiser le temps passé dans les salles de lecture en ayant à disposition des outils efficaces pour préparer leur visite. L'amélioration des catalogues en ligne constitue à cet égard une réelle priorité qui passe entre autres par l'amélioration de la qualité des données mais aussi par une politique plus ambitieuse de développement des fonctionnalités proposées : moteur de recherche plus poussé, meilleure indexation, clarification de la disponibilité des sources, possibilité de conserver ses résultats dans un profil

individuel, etc. Chacun des outils de base pour accéder aux collections devrait également être garanti en version analogique afin de pallier toute éventualité de crash informatique et afin de prendre en considération le souhait de certains lecteurs de pouvoir se passer de l'utilisation des nouvelles technologies.

Autre condition indispensable au développement de projets en humanités numériques : la mise à disposition de budgets suffisamment conséquents. En effet, tant la numérisation de corpus d'archives que la production de métadonnées représentent des tâches chronophages qui exigent de pouvoir compter sur des moyens humains importants. La multiplicité des tâches exige par ailleurs des compétences variées dans des domaines aussi divers que la recherche historique, la gestion documentaire, la numérisation des collections, le codage, la communication, le droit d'auteur, la protection des données à caractère personnel ou la maintenance d'outils informatiques. Si le développement de projets en réseaux impliquant à la fois les institutions patrimoniales et les universités ont permis d'envisager une mutualisation des compétences pour la mise en œuvre d'outils numériques, force est de constater que les outputs produits dans le cadre de ces projets ne dépassent que rarement le stade de prototypes, le plus souvent par manque de financement, privant finalement les centres d'archives et les bibliothèques de réelles innovations technologiques. La sous-traitance ou l'achat de solutions existantes sur le marché ne sont que rarement rendus possibles à cause d'un sous-financement notoire des missions liées au numérique dans les institutions patrimoniales, pas plus que la pérennisation d'équipes compétentes en interne qui permettrait pourtant de garantir une certaine indépendance grâce au maintien d'une expertise à long terme. Par ailleurs, les recrutements opérés ces dernières années souffrent du manque de formation au numérique dans les universités et hautes écoles. Entre les informaticiens souvent étrangers au fonctionnement du secteur patrimonial et les archivistes, historiens ou gestionnaires de collections ayant une compréhension limitée de l'architecture des systèmes d'information et des nouvelles tech-



*Salle de lecture numérique des Archives de l'Etat rue de Ruysbroeck à Bruxelles.*

nologies, il existe peu de profils mixtes permettant de faire le pont entre les différentes disciplines et d'assurer une réelle collaboration sur les outils mis en place. Or, sans argent et sans personnel, miser sur le tout numérique n'a pas réellement de sens.

Une fois l'accès à des données de qualité et un financement suffisant garanti, il est permis d'envisager de développer des outils qui serviront réellement les besoins des chercheurs. Alors que les premiers projets de numérisation ont d'abord tenu compte des avancées technologiques et de la volonté de numériser de grands corpus de sources, parfois au détriment des besoins réels des équipes de recherche, les choix qui devront être faits à l'avenir gagneraient à pouvoir profiter d'une véritable concertation entre les acteurs concernés. Non seulement pour pouvoir travailler sur les corpus existant avant d'envisager la numérisation de nouveaux grands ensembles mais également afin de définir des stratégies communes. Par ailleurs, les commémorations du centenaire de la Grande Guerre ont montré combien il était possible de rassembler autour d'une thématique emblématique de nombreux acteurs aux profils parfois très variés et de porter ainsi des projets ambitieux utilisant entre autres le numérique comme outil et support de communication. C'est notamment le cas en France du projet de crowdsourcing consacré aux testaments de poilus ([testaments-de-poilus.huma-num.fr](http://testaments-de-poilus.huma-num.fr)) qui vise à produire une édition électronique d'un millier de testaments des Poilus de la Première Guerre mondiale retrouvés dans les fonds des Archives nationales et des Archives Départementales des Yvelines. Ce projet n'a pu être réalisé que grâce à une étroite collaboration entre les différents services des archives concernés, des bénévoles et des universités.

En matière de recherche sur la Seconde Guerre mondiale au niveau belge, trois types de sources doivent à mon avis être envisagées et faire l'objet d'une approche différenciée en termes de développement d'outils numériques dans les années à venir: 1) **Les grands corpus de sources** émanant en particulier de fonds d'Archives publiques et se présentant de manière sérielle tels que les dossiers

de l'Auditorat militaire récemment transférés aux Archives de l'Etat, les dossiers du fonds des Calamités, ceux des Victimes de Guerre ou encore de la Sûreté de l'Etat. Leur contenu difficilement accessible pour les chercheurs de par la masse de données à traiter, gagnerait entre autres à pouvoir bénéficier du développement de grandes bases de données sur le modèle de celle récemment mise en ligne par le gouvernement français avec les dossiers de résistants. Des technologies telles que la reconnaissance optimisée de caractères, l'extraction d'entités nommées ou la visualisation de données permettent notamment d'envisager une approche quantitative évitant ainsi aux chercheurs un travail manuel d'encodage extrêmement chronophage. Le champ des possibles ouvert par le *distance reading* s'annonce ici très large et mérite d'être davantage exploité par la recherche historique. 2) **Les sources « images et sons »** dont les supports anciens rendent la lecture particulièrement compliquée et pour qui les nouvelles technologies constituent une véritable valeur ajoutée non seulement en termes d'accès mais également pour tout ce qui touche à l'analyse de leur contenu. Il existe en effet aujourd'hui des outils de reconnaissance visuelle et de *speech to text* déjà très efficaces mais encore largement sous-exploités dans le domaine des archives qui pourraient être utilisés pour faciliter le travail des chercheurs. Des projets comme Ugesco ou I-Media-Cities portés par la Cinémathèque royale ont montré qu'il y avait des opportunités à saisir et des collaborations à mettre en place dans les années à venir. D'autant que les archives relatives à la Seconde Guerre mondiale regorgent de ce type de sources encore peu exploitées. C'est le cas par exemple des émissions radiophoniques de Radio Bruxelles et Zender Brussel, des plaques de verre faisant partie des dossiers techniques et scientifiques de la Police Judiciaire de Liège récemment transférées aux Archives de l'Etat, des actualités filmées de l'époque ou des photos d'agences de presse encore méconnues. 3) **Les fonds de particuliers** qui permettent de faire de la micro-histoire et d'envisager une analyse plus pointue de leur contenu mais qui manquent souvent d'éléments de contextualisation et d'informations per-

mettant une description correcte des documents qu'ils conservent. A l'image des albums de photos de famille dont les légendes sont souvent soit absentes soit très lacunaires. Les plateformes de crowdsourcing peuvent constituer à cet égard l'une des réponses au manque criant de métadonnées. Par ailleurs, les linked data permettent non seulement de lever les ambiguïtés au niveau des entités nommées de lieux et de personnes mais également de tisser des liens entre différentes collections ou fonds d'archives conservés dans des pays et institutions multiples. Les plateformes thématiques à l'instar du projet EHRI offrent également aux chercheurs la possibilité d'identifier rapidement l'existence de petits fonds, souvent d'origine privée, dispersés géographiquement. En phase avec le développement croissant d'une historiographie portée sur les parcours personnels d'individus, notamment par le biais de l'histoire orale, les projets d'Histoire publique tels que les Web documentaires, expositions et encyclopédies virtuelles ont également encore un bel avenir devant eux.

## Conclusions

Au terme de cet article, il apparaît que l'utilisation des nouvelles technologies dans des projets consacrés à la Seconde Guerre mondiale concerne deux domaines en particulier : l'accès aux collections et la communication du savoir historique au grand public. Les humanités numériques au sens premier du terme, c'est-à-dire comme outils de structuration, d'analyse ou d'échange de données, restent par contre très peu utilisées dans l'historiographie sur la Seconde Guerre mondiale, tant en Belgique qu'à l'étranger. Leur impact est donc très limité. Plusieurs facteurs ont été mis en avant pour expliquer cette réalité, dont deux en particulier. Le premier s'avère être la frilosité des chercheurs à l'égard des nouvelles technologies, en particulier concernant la fiabilité de l'information, la plus-value réelle des outils disponibles et l'intérêt des plateformes collaboratives. Le second renvoie au développement d'une historiographie privilégiant l'histoire individuelle à la macro-histoire, excluant donc de facto l'usage d'outils d'analyse destinés à

des grands corpus de données et à une approche essentiellement statistique.

Concernant l'historiographie belge en particulier, les perspectives qui s'offrent aux chercheurs et aux institutions patrimoniales pour les années à venir ne pourront réellement aboutir à des projets ambitieux qu'à condition qu'il existe un véritable soutien à deux niveaux : 1) Une politique cohérente, volontariste et audacieuse en matière de gestion des données dans les institutions. Avec comme conséquence la nécessité de devoir éventuellement donner la priorité à un travail de l'ombre au détriment de projets ayant une visibilité plus importante. Cette démarche implique de communiquer efficacement avec son public et de l'associer aux chantiers mis en place. Ce travail comprend entre autres la mise aux normes des fichiers numériques et des métadonnées, l'enrichissement manuel du contenu descriptif, la création de mots clés sur base automatisée, la conservation numérique à long terme et la prise en compte de facteurs environnementaux visant à anticiper les conséquences de la production massive de données sur nos écosystèmes. Si de nombreux projets ont servi d'opportunité dans les institutions pour une prise de conscience d'un certain nombre de lacunes existantes et ont permis d'apporter des réponses opérationnelles, un travail de fond plus large doit souvent encore être effectué. 2) Une volonté politique de soutenir financièrement le numérique dans les institutions patrimoniales. En effet, le numérique a introduit de nouvelles attentes de la part du public des bibliothèques et centres d'archives. Sur le terrain, cela s'est traduit par le développement de nouveaux départements et l'engagement d'un personnel supplémentaire. Malheureusement, les moyens financiers n'ont pas suivi, le secteur culturel faisant face au contraire à une diminution drastique de ses rentrées d'argent ces dernières années. Avec pour conséquences des institutions qui ne peuvent plus assumer l'ensemble des missions qui leur sont dévolues, une qualité de service qui s'amoindrit progressivement et un personnel qui croule sous les tâches à réaliser. Or, si les humanités numériques constituent un fardeau pour



les institutions avant d'être envisagées comme des outils permettant de sublimer les collections, d'en faciliter l'accès et d'accompagner les cher-

cheurs dans leur travail, leur avenir semble dangereusement compromis, et ce quelle que soit la thématique concernée.

*Florence Gillet est licenciée en histoire de l'Université libre de Bruxelles (ULB) et détentrice d'un master en Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication (STIC) obtenu dans la même université. Depuis 2007, elle est en charge du sous-secteur "Images et Sons" du CegeSoma et depuis 2015, elle est également responsable de l'accès numérique aux collections du centre. Ses domaines de recherche actuels sont la numérisation des archives et l'impact des TIC dans les sciences humaines, la qualité des données et l'analyse iconographique.*